

La place du travail syndical et de l'expression politique des révolutionnaires dans les entreprises vis-à-vis des inorganisés

François Duburg

de la rédaction de Lutte ouvrière

Dans le cadre du dialogue T.S.-L.O., les camarades de « Lutte ouvrière » exposent cette semaine leurs thèses sur l'intégration des syndicats dans l'appareil d'Etat. Nous pensons qu'ils soulèvent toute une série de points intéressants, par exemple, les rapports organisés-inorganisés, mais que leur analyse de l'intégration est trop schématique. Il faut voir en effet que si l'intégration est une tendance générale, elle ne se réalise pas partout au même degré et que des syndicats par ailleurs non révolutionnaires peuvent résister à beaucoup d'aspects de la politique sociale et économique de la bourgeoisie, par exemple la politique nationale des revenus.

T. S.

« Il est capital que les gauchistes sachent dépasser le stade de la dénonciation déclamatoire des appareils syndicaux pour devenir les porteurs d'une stratégie et d'une tactique véritablement adaptées aux luttes sociales », écrivait la semaine dernière, au nom de *Tribune Socialiste*, le camarade Pierre Gautier, en conclusion d'un article publié par *Lutte Ouvrière* dans le cadre de la discussion engagée entre nos deux organes.

Dit comme cela, c'est en soi une vérité indiscutable. Mais encore faut-il savoir ce que l'on entend par « dénonciation déclamatoire des appareils », encore faut-il préciser cette « stratégie et cette tactique véritablement adaptées aux luttes sociales ».

Et en posant ce problème, on débouche directement sur celui, plus concret, de l'attitude que les militants révolutionnaires doivent observer envers les inorganisés, sur la manière dont ils doivent s'adresser à eux.

Il s'agit là, en fait, d'un problème capital, du problème même de l'activité révolutionnaire dans les entreprises, puisque nous vivons dans un pays où les 4/5 de la classe ouvrière ne sont pas syndiqués, et où le cinquième restant ne participe en fait, la plupart du temps, à aucune vie syndicale réelle.

On ne peut plus en effet, à notre époque, considérer seulement le syndicat, selon la définition classique que cite Pierre Gautier, comme « le rassemblement élémentaire des

travailleurs ». C'est indiscutablement ce qu'il devrait être, mais sa réalité sociale est infiniment plus complexe. Ce qui caractérise les syndicats à l'époque impérialiste, c'est de tendre à s'intégrer à l'appareil d'Etat bourgeois, c'est de devenir de véritables courroies de transmission de celui-ci.

C'est un aspect fondamental qu'on s'expose à méconnaître en ne posant que le problème des rapports partis-syndicats. On peut s'obnubiler sur le fait que la C.G.T. est la courroie de transmission du Parti Communiste Français dans la classe ouvrière, ce qui est sans aucun doute vrai, mais n'est pas l'essentiel du problème.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que toutes les centrales syndicales, qu'elles qu'elles soient, jouent ce rôle de courroie de transmission de l'Etat bourgeois. C'est évidemment vrai de F.O., dont les rapports étroits avec l'appareil d'Etat sont bien connus, mais ce l'est autant de la C.F.D.T., malgré sa réputation de « gauchisme », même si cela est moins manifeste, parce que la politique de cette centrale, qui vise à faire du « bon » syndicalisme dans le cadre de la société bourgeoise, n'est pas fondamentalement différente, comme on peut le voir dans toutes les circonstances importantes, comme on a pu le voir, par exemple, à Grenelle.

Et, soit dit en passant, c'est précisément parce que la C.G.T. est la courroie de transmission du Parti Communiste Français, d'un parti

que la bourgeoisie de ce pays considère encore dans une large mesure comme un corps étranger, qu'elle est moins intégrée que les autres centrales à l'appareil d'Etat français.

Quoi qu'il en soit, tout ceci fait que la politique de l'appareil syndical, les mœurs antidémocratiques qu'il impose, ne visent donc pas à faire prévaloir par des procédés bureaucratiques une politique ouvrière parmi d'autres, mais à imposer une politique qui va à l'encontre des intérêts généraux de la classe ouvrière, une politique qui loin de mettre en cause la domination de la bourgeoisie, vise au contraire à la perpétuer.

Les militants syndicalistes ne sont évidemment, dans leur immense majorité, ni conscients, ni complices de la politique de leurs directions. Mais ils sont incontestablement très souvent déformés par elle. Et surtout, il n'est plus possible, aujourd'hui, de considérer l'ensemble des travailleurs syndiqués comme l'avant-garde ouvrière à laquelle les révolutionnaires doivent exclusivement s'adresser.

Les millions d'ouvriers non syndiqués ne sont pas forcément moins conscients, moins soucieux de leurs intérêts de classe, que ceux qui ont une carte confédérale en poche. Parmi eux, il y en a beaucoup qui ont milité, à un moment ou à un autre, sur le plan syndical, et qui ont fini par abandonner toute activité parce qu'ils étaient écœurés par l'attitude de leur centrale, par l'absence de toute démocratie en son sein, par une trahison manifeste, quand ils n'ont pas été exclus pour avoir défendu des idées ou des positions qui n'étaient pas « dans la ligne », ou pour avoir été suspectés de « gauchisme ». Il y en a beaucoup aussi, qui sans avoir vécu personnellement cette expérience, ont vu d'autres la vivre, et ont pris conscience, plus ou moins confusément, mais l'essentiel n'est pas là, du rôle que jouent les syndicats dans la société moderne.

Les révolutionnaires doivent militer dans les syndicats pour deux raisons. Premièrement, pour y défendre les intérêts matériels immédiats des travailleurs, parce que, dans une large mesure, cette lutte passe presque obligatoirement par l'activité syndicale. Deuxièmement, et l'un est lié à l'autre, pour lutter contre l'intégration des syndicats à l'Etat, pour essayer d'en refaire des organes de lutte de classes, et non plus de collaboration de classe ou de « participation », pour essayer de recréer une véritable vie syndicale, de faire que les travailleurs se sentent chez eux dans leurs organisations, c'est-à-dire finalement pour y combattre l'appareil bureaucratique.

C'est là un travail capital, et auquel nous ne pouvons en aucun cas renoncer. Mais il faut bien comprendre que notre activité ne saurait en aucun cas non plus se limiter à cela. La révolution socialiste ne

passera pas par un lent travail de reconstruction d'organisations syndicales authentiques. La bureaucratization du mouvement syndical, son intégration à l'appareil d'Etat bourgeois ne sont pas un accident de l'histoire. La preuve en est qu'il s'agit d'un phénomène universel, reposant sur des bases sociales bien définies. Et quels que soient les sérieux et la patience avec lesquels nous aborderons le travail syndical, nous ne pouvons pas espérer faire tourner la roue de l'histoire en arrière, et revenir insensiblement aux syndicats du début du siècle (ceux qui, précisément, n'ont pas su résister à la dégénérescence).

La rénovation du syndicalisme ne pourra en aucun cas être le fruit de la seule action de minorités révolutionnaires. Si elle se fait un jour, elle ne pourra qu'être la conséquence de l'irruption de larges masses ouvrières sur la scène de l'histoire, dans un période révolutionnaire.

Si ils veulent effectivement militer pour la révolution socialiste, les socialistes révolutionnaires doivent s'adresser à l'ensemble de la classe ouvrière, et pas seulement à sa minorité organisée, parce que c'est des luttes, et du degré de conscience de l'ensemble de la classe ouvrière, que dépend l'avenir.

Et en s'adressant à l'ensemble de la classe ouvrière, il ne s'agit pas seulement de développer une propagande socialiste générale et abstraite, de faire une critique tout aussi générale et abstraite du capitalisme, mais il s'agit, si nous voulons être compris, de partir de la situation concrète que les travailleurs ont sous les yeux.

Nous sommes pour le socialisme. Mais nous ne pouvons pas, et cela tous les révolutionnaires en sont convaincus, expliquer ce que nous entendons par là sans faire la critique des exemples de « socialisme » que les travailleurs voient concrètement, sans dire ce que nous pensons de ce qui s'est passé en Hongrie et en Tchécoslovaquie, ce que nous pensons de l'U.R.S.S. ou des « démocraties populaires ».

Eh bien, de la même manière, nous ne pouvons pas développer concrètement nos idées sur la lutte de classes, sur le syndicalisme ou la politique, sans critiquer du même coup l'attitude des centrales syndicales ou des partis qui se réclament de la classe ouvrière, aussi bien à propos des événements nationaux, que les luttes quotidiennes au sein des entreprises.

Mais cela, bien des militants syndicalistes honnêtes, et parmi eux bon nombre de gauchistes plus ou moins avoués, nous le reprochent sous prétexte que nous affaiblirions ainsi le mouvement syndical, que nous détournerions les travailleurs de l'activité syndicale.

Cependant, les camarades qui posent le problème ainsi le posent radicalement à l'envers. Car ce ne sont pas les critiques des révolution-

Une politique de classe

Michel Breton

jours.express

Ainsi, M. Pinay n'a pas accepté le ministère des Finances, faute d'avoir obtenu la garantie d'y appliquer la politique d'austérité brutale qu'il souhaitait. C'est donc Valéry Giscard d'Estaing qui va établir, de manière plus souple, un « plan de redressement de l'économie ».

Phénomène curieux, la Bourse de lundi a mal accueilli la nouvelle, manifestant ainsi son ingratitude à l'égard du ministre des Finances qui, de 1962 à 1966, a fait le plus pour les milieux capitalistes, en particulier sur le plan fiscal. Un prochain article reviendra sur l'analyse de la situation économique et les perspectives pour la rentrée. Faute de connaître le programme économique du nouveau gouvernement, on voudrait ici essayer de tirer quelques enseignements de sa structure et des hommes qui le composent.



A.F.P.

La priorité : renforcer le secteur privé

Outre le retour de Giscard d'Estaing, le point important, sur le plan de la politique économique, est la création d'un « grand » ministère du Développement industriel et de la Recherche scientifique.

Cela a, en effet, une double signification.

— Tout d'abord, le rattachement de la recherche scientifique au ministère de l'Industrie consacre officiellement la subordination crois-

sante de la recherche aux impératifs immédiats de l'industrie privée, et parallèlement de la Défense nationale.

Désormais, la recherche est orientée par un ministère de l'Industrie qui n'a jamais été autre chose que le porte-parole des intérêts du patronat français ; il faut s'attendre, dans le cadre de la politique de « redressement », à des coupes sombres dans les crédits qui ne sembleront pas directement rentables.

— La politique de développement industriel va devenir la tarte à la crème du nouveau gouvernement. Nous sommes bien d'accord pour constater que l'industrie française est moins bien gérée, moins productive et dynamique que ses concurrentes européennes ou américaine, mais nous ne voyons pas très bien quelle « politique industrielle » pourra mener un gouvernement qui affirme dès le départ qu'il faut restaurer l'initiative privée, favoriser la croissance des profits. Il ne peut donc s'agir que d'accompagner le mouvement de concentration capitaliste et de réduire les « charges » qui pèsent sur notre industrie, c'est-à-dire de freiner la hausse des salaires ou les dépenses d'investissements socio-culturels. Et là nous retomons dans le domaine de M. Giscard d'Estaing. Quels sont en effet les grands thèmes de notre ministre des Finances ?

• Confiance dans le jeu de l'initiative privée, de la recherche du profit pour assurer et orienter la croissance de l'économie, le Plan étant réduit à un rôle d'information sur les évolutions probables ou souhaitables.

• Réduction de l'intervention économique de l'Etat, c'est-à-dire :

- réduction des impôts qui pèsent sur les coûts des entreprises ;
- limitation de la croissance des dépenses de l'Etat ;
- recherche de l'équilibre budgétaire ;
- remise progressive au secteur privé des services publics ou entreprises nationales rentables.

En revanche, est affirmée la responsabilité spécifique du gouvernement d'assurer l'équilibre de la conjoncture par les moyens traditionnels, monétaires, budgétaires.

• Développement d'une Europe capitaliste largement ouverte sur le monde atlantique mais disposant d'un certain nombre de moyens de coordination des politiques économiques, notamment en matière monétaire.

Si M. Giscard d'Estaing a un peu assoupli ses positions depuis le plan d'austérité de 1963, il n'a donc pas modifié profondément sa pensée et la politique qu'il suggère ainsi reste très proche de celle du V^e Plan qui a abouti, comme l'on sait, au développement du chômage en 1967 et à l'explosion sociale de mai 1968.

Au service du patronat

En effet, si l'on cherche une croissance équilibrée et un accroissement des profits par la réduction relative des dépenses publiques et le ralentissement de la hausse des salaires, on risque bien d'aboutir tout simplement à un freinage du rythme de croissance et à plus ou moins long terme à un développement du chômage.

Mais la critique des conceptions de M. Giscard d'Estaing doit aller plus loin car la politique qu'elles laissent prévoir conduit aussi à sacrifier la satisfaction des besoins prioritaires des travailleurs : logement, cadre de vie, santé, enseignement, dans la mesure où la priorité est donnée au secteur privé de consommation ou à l'exportation sur les consommations et les investissements collectifs.

Enfin cette politique ne peut qu'aggraver les inégalités de revenus : sur ce plan le bilan de la politique giscardienne est facile à établir :

Dialogue T.S. - LUTTE OUVRIÈRE

(Suite de la page 6)

naires qui détournent les ouvriers de l'organisation ou de l'activité syndicale. Les critiques des révolutionnaires ne font qu'expliquer un état de fait, et c'est cet état de fait, c'est la politique des appareils bureaucratiques qui ont créé la situation actuelle.

Et ce n'est même pas une conséquence accidentelle ou secondaire de cette politique. C'est, en particulier dans les grandes entreprises, un résultat directement recherché par les appareils. Le phénomène est particulièrement visible au sein de la C.G.T. où les dirigeants, loin de chercher à réunir le plus souvent possible, le maximum de travailleurs, préfèrent, pour être à l'abri des risques, que la vie syndicale ne dépasse pas les limites de l'appareil local.

C'eût été impossible il y a quarante ans sans tuer du même coup le syndicat. Mais aujourd'hui, la législation sociale, avec les délégués du personnel, les comités d'entreprises, puis, plus récemment, avec les délégués et les représentants syndicaux, a donné aux appareils un moyen remarquablement efficace de limiter la vie syndicale au niveau d'une minorité sélectionnée. Et chacun sait que la non-représentation d'un militant lors des élections de délégués est un moyen de pression efficace, et une manière régulière-

— de 1962 à 1967, les salaires par tête, en valeur réelle, ont augmenté de 21 % (et le S.M.I.G. réel de 10 % seulement),

alors que le revenu réel par tête des industriels et commerçants individuels ainsi que des professions libérales s'accroissait de 31 % et les profits réels de 38 % !

Il y a actuellement un accord très large entre les positions et les déclarations des hommes politiques qui ont une responsabilité économique, Pompidou, Giscard, Ortoli, Chalandon ; tous parlent de réhabiliter le profit, l'initiative privée, de réduire l'intervention de l'Etat.

Il y a également une très grande ressemblance entre leurs déclarations et celle que vient de faire, par exemple, à la dernière assemblée du patronat français, M. Ambroise Roux, président de la C.G.E.

Les milieux dirigeants de la droite française, pour sauvegarder leurs intérêts et leur position dominante, ont choisi clairement une politique de développement du capitalisme dans un cadre néo-libéral, aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international, c'est-à-dire la subordination progressive au modèle de société et à l'impérialisme américains.

La politique économique que veulent désormais mener Pompidou et Giscard sera peut-être plus habile et plus cohérente que par le passé, elle sera aussi de plus en plus nettement une politique de classe. □

ment employée d'écartier les gencurs de toute activité syndicale.

Il est évident qu'une expression publique des révolutionnaires, loin de favoriser leur activité au sein des syndicats, rend celle-ci encore plus difficile, d'une part parce qu'elle attire sur eux l'attention de l'appareil, d'autre part, c'est vrai, parce qu'elle heurte souvent de nombreux militants syndicalistes sincères, qui n'ont pas encore une claire conscience des problèmes qui se posent, qui se sentent visés par les critiques dirigées contre leur syndicat, même quand elles ne visent que leurs dirigeants, et dont la mentalité, déformée par des décennies de stalinisme et de méthodes bureaucratiques, est finalement, dans une large mesure, antidémocratique.

C'est vrai qu'il faut à tout prix éviter les « dénonciations déclamatoires » gratuites. Mais les difficultés ne doivent pas nous amener à renoncer à ce qui est indispensable, c'est-à-dire l'expression politique publique, devant les travailleurs inorganisés comme devant les syndiqués. Parce que ce serait du même coup renoncer à être ce que nous voulons être, c'est-à-dire des militants révolutionnaires, socialistes, pour n'être plus que des syndicalistes sans perspectives, des révolutionnaires honteux, réservant la révolution aux discours dominicaux.

François DUBURG